

GENERALISATION DE L'ENSEIGNEMENT BILINGUE DANS LES ECOLES PRIMAIRES AU NIGER : LA QUESTION DES REPRESENTATIONS DES ACTEURS.

MAMANE Mamane Nassirou

*Enseignant-Chercheur, Maitre-Assistant
ENS/Université Abdou Moumouni de Niamey
nasser_fanami@yahoo.fr*

Résumé

Notre recherche tente de mettre en lumière la nouvelle politique linguistique devant permettre au Niger de généraliser dans son système éducatif, l'enseignement bilingue Français-langues nationales. Au moyen d'enquête de terrain, il a été recueilli les représentations des acteurs concernés par la question (enseignants et encadreurs pédagogiques) afin de mesurer le degré de leur adhésion, chose souhaitable pour la réussite de la réforme. L'étude a certes révélé le faible engagement des acteurs concernés par cette initiative pédagogique, mais a également réussi à en identifier les causes et à en proposer des palliatifs.

Mots clés : *généralisation, enseignement bilingue, représentations, acteurs.*

Abstract

Our research attempts to highlight the new language policy that will allow Niger to generalize in its education system, bilingual French-national languages education. Through field surveys, representations of the stakeholders involved in the issue (teachers and pedagogical coaches) were collected in order to measure the degree of their adherence, all of which are essential for the success of the reform.

The study revealed the low level of support of the actors involved in this educational initiative, but also succeeded in identifying the causes and proposing palliatives.

Keywords: *generalization, bilingual education, representations, actor.*

Introduction

La Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, qui s'est tenue en 1990 à Jomtien en Thaïlande, a retenu un certain nombre de recommandations dont celle qui insiste, avec une tonalité particulière, sur la nécessité de prendre des mesures pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Il s'agit d'amener les pays ayant pris part à cette conférence à inscrire la qualité comme objectif majeur de leur politique éducative. Dans le cadre de l'application des recommandations de Jomtien, les autorités

nigériennes ont développé un ensemble d'actions qu'il importe de rappeler ici : l'adoption de la Loi d'Orientation sur le Système Educatif Nigérien (LOSEN), l'élaboration du Programme Décennal pour le Développement de l'Education (PDDE).

Aussi, pour améliorer l'efficacité de son système éducatif, le Niger a opté pour l'introduction des langues nationales à l'école (MEN/A/PLN, 2011, p.9).

Il faut rappeler que l'introduction des langues nationales dans les écoles primaires nigériennes ne date pas d'aujourd'hui. Elle intervint à partir de 1973 à Zinder,⁶ avec l'ouverture d'une école bilingue français/hausa⁷. A partir de 1979, l'enseignement des langues nationales a été étendu aux autres langues nationales.

D'après les autorités de l'époque, l'enseignement en langues nationales devrait permettre d'éviter le déracinement des élèves, de leur assurer une bonne progression pédagogique et de les insérer harmonieusement dans la société. Depuis cette date et de façon progressive, ce sont aujourd'hui cinq des dix langues nationales qui sont enseignées dans les écoles bilingues. Toutefois, selon (Norbert, 2011), « *il n'y a pas eu de développement régulier de l'enseignement bilingue au Niger comme dans la plupart des pays d'Afrique francophone. Dans l'ensemble, les expérimentations ont été axées sur des projets et sont tributaires des donateurs... Le degré d'implication et d'engagement de l'Etat dans le développement des programmes d'enseignement dispensés dans les langues nationales n'est pas très élevé.* »

Nonobstant ce grief, il existe aujourd'hui, des signes encourageants quant à l'engagement des autorités nigériennes en faveur de la promotion des langues nationales à l'école. Les perspectives sont assez prometteuses avec l'adoption de la LOSEN en 1998 et la création d'un nouveau cadre, appelé Cadre d'Orientation Curriculaire (COC, 2012) qui combine l'enseignement dispensé dans les langues nationales et l'apprentissage par les situations (APS) comme approche d'enseignement.

Suite à la mise en œuvre de ces programmes, notre système éducatif a vu une augmentation des taux d'inscription au niveau de l'enseignement primaire. Mais, cette progression quantitative n'a pas été suivie par une amélioration qualitative. Par conséquent, des réformes sont nécessaires pour y pallier. L'une de celles-ci a consisté à l'extension et à la généralisation des langues nationales dans l'enseignement primaire.

Du reste, la nouvelle dénomination du Ministère de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales et de l'Education Civique est la preuve de la volonté des autorités en la matière. Cette extension commença timidement en octobre 2009 avec l'ouverture de 400 écoles bilingues sur l'ensemble du territoire, soit 50 écoles par région (arrêté 0113/MEN/DGEB/DFIC/DECB1 du 19 Août 2008).

⁶ Zinder c'est le nom d'une localité au Niger, située à environ 900km de Niamey la capitale

⁷ Le hausa est une des dix langues nationales parlées au Niger. Elle fait office langue véhiculaire

Mais, force est de constater que ce type d'enseignement ne suscite pas l'intérêt de tous. Il y a une sorte de désintéressement de la part des différents acteurs bénéficiaires de cette réforme pédagogique. Il y a lieu dès lors, de s'interroger sur les raisons du dysfonctionnement qui caractérise les écoles bilingues au Niger. Est-il dû à une implication timide de l'Etat ? A une situation d'impréparation ou à un manque de sensibilisation ?

Dans le cadre cette recherche, nous avons choisi de nous intéresser aux représentations des enseignants, acteurs chargés de la mise en œuvre de ce type d'enseignement car au-delà de tout, c'est de leur adhésion ou non que dépendra la réussite ou l'échec de la nouvelle réforme envisagée.

Contexte de la recherche

Le ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales du Niger, en partenariat avec l'UNICEF, a initié au cours de l'année 2010-2011, une évaluation des acquis scolaires et les déterminants de la réussite à l'école.

Le rapport de cette étude fait ressortir entre autres, l'influence des conditions d'enseignement/apprentissage sur la qualité de l'enseignement dispensé mais également, que le niveau des acquis scolaires de nos élèves est faible et que, par conséquent, des efforts importants restent à faire. Il faut préciser que l'évaluation a porté sur les disciplines fondamentales (français, mathématiques et SVT...). Les niveaux évalués sont le Cours Préparatoire (CP), le Cours Élémentaire 2^{ème} année (CE2) et le Cours Moyen 2^{ème} année (CM2).

Dans le sous cycle du CP par exemple, en français, 51,4% des élèves sont en dessous du seuil minimal⁸ et 33,7% des élèves le sont en mathématiques. Le même rapport indique que la faiblesse des performances scolaires s'explique d'abord par les conditions de vie difficiles des élèves et ensuite par leur non maîtrise de la langue d'enseignement.

Au vu de ces mauvais résultats, l'Etat a entrepris un certain nombre de rénovations pédagogiques visant l'amélioration de la qualité des enseignements/apprentissages. Parmi celles-ci, le recours à l'enseignement bilingue qui est l'une des plus anciennes et des plus constantes recommandations. Cependant, Malgré les multiples évaluations internes et externes concluantes, cette réforme reste encore au stade d'expérimentation. Pourtant, plusieurs études indiquent que la scolarisation en langues nationales, en particulier durant les premières années de la scolarité, mérite d'être encouragée comme stratégie d'amélioration de la réussite des apprenants.

Dans un document de réflexion et d'orientation intitulé « stratégie pour une refondation réussie des systèmes éducatifs » publié en 2001 par la CONFEMEN, il a été identifié les principaux facteurs liés à l'amélioration de

⁸ Le seuil minimal : les élèves ont réussi moins de la moitié des objectifs évalués

la qualité et de la pertinence des apprentissages. Parmi ces facteurs figure la scolarisation en langues nationales. Il ressort également de toutes les études, notamment l'une des plus documentées, celle de (Bergman et Yahouza, 1992), que l'utilisation exclusive du français comme langue d'apprentissage, est l'une des principales causes de la contre-performance de l'école nigérienne. L'école se trouvera plus appréciée par les élèves et leurs parents, du fait de son ancrage socioculturel et des résultats positifs qu'elle produira sur le plan académique. De plus, il est vérifié que la scolarisation en langues nationales contribue à faciliter l'accès à l'école pour certains enfants et à diminuer les taux de redoublement et d'abandon scolaire dès les premières années de scolarisation.

Au demeurant, il a été établi depuis les travaux de Bergman et al (1992):

« l'existence d'une corrélation positive entre l'enseignement des langues maternelles et la réussite aux apprentissages scolaires des habiletés culturelles fondamentales (lecture, écriture et calcul) que l'école est censée transmettre à tous les élèves. »

En ce qui concerne précisément le Niger, le document de stratégie nationale de généralisation de l'enseignement bilingue au Niger (ALIDOU et al, 2009) note que les nombreuses expériences engrangées autant dans le cadre de la mise en œuvre des écoles expérimentales que dans celles des écoles bilingues de l'ex-projet 2PEB GTZ et du SOUTEBA, offrent les données essentielles pour l'expansion de l'enseignement bilingue, qu'il s'agisse de la documentation, de la formation des acteurs ou qu'il s'agisse des outils conceptuels et des stratégies.

Il est espéré de la généralisation de cette forme d'éducation, si elle est enclenchée, qu'elle contribue à rendre l'école nigérienne plus attrayante pour tous ses acteurs et partenaires. Mais il faut se convaincre que le déroulement de ce processus et sa réussite dépendent en grande partie de la disponibilité en termes d'intrants pédagogiques, mais aussi et surtout du degré d'implication et de conviction des acteurs (enseignants et encadreurs pédagogiques) ainsi que de la formation qu'ils ont reçue.

C'est pour cela que nous considérons comme très importantes, voire indispensables, les informations sur les points de vue et attentes des différents acteurs relativement à l'enseignement bilingue.

La portée sociale de cette étude est donc de mettre en lumière les difficultés qui entravent le passage à l'échelle de l'enseignement bilingue au Niger, et d'indiquer aux décideurs des pistes de solution alternatives pour la réussite de cette réforme bénéfique au système éducatif et au-delà à la société nigérienne dans son ensemble.

Question de recherche :

La réforme visant l'introduction de l'enseignement de type bilingue on l'a vu, comporte incontestablement de nombreux avantages pour notre système éducatif et pour nos apprenants. Mais cette réforme ne peut s'envisager et à fortiori réussir sans l'adhésion des enseignants chargés de la mettre en œuvre et sans le soutien des autres acteurs. Aussi, cette

étude cherche-t-elle à recueillir l'avis de ces derniers. Dans le cadre de cette recherche, la question que nous nous posons est la suivante : quelles sont les représentations des enseignants sur le processus de généralisation de l'enseignement bilingue ? Les points de vue que nous cherchons à connaître sont uniquement ceux des enseignants qui tiennent des classes bilingues.

Objectif général de la recherche :

L'objectif général de notre recherche est d'analyser les points de vue des enseignants intervenant dans les classes bilingues, en vue de cerner leurs représentations par rapport à la mise en œuvre de la réforme qui envisage la généralisation de ce nouveau type d'enseignement.

Revue de littérature

Il existe dans la documentation spécialisée, un nombre impressionnant d'écrits concernant l'enseignement bilingue, si bien qu'il nous est impossible de les évoquer tous ici. Dans cette partie de notre travail, nous allons nous contenter de dresser de façon sommaire l'historique de l'enseignement bilingue et à en énumérer les avantages et les obstacles dans le contexte du Niger.

Historique de l'enseignement bilingue au Niger

L'enseignement en langues nationales était l'option première préconisée en Afrique francophone par Jean Dard, le tout premier pédagogue et instituteur français arrivé au Sénégal en 1816. Il avait la conviction, confirmée par les recherches actuelles, que la langue maternelle favorise la mise en place des stratégies générales de construction des connaissances. Ces hypothèses sont attestées par les travaux de (Cumming, 2001) selon lesquels « *l'acquisition et la consolidation des compétences académiques dans la langue que l'on maîtrise bien (la langue maternelle), facilitent les autres tâches d'acquisition dans la langue seconde dans les situations de bilinguisme.* »

Près de deux siècles après Jean Dard, les pays africains cherchent toujours une stratégie efficace qui permettrait de passer d'un système hérité de la colonisation à un système intégrant les valeurs et les langues africaines. Cette stratégie pour une éducation plus efficace doit être basée sur une langue d'enseignement plus appropriée, en l'occurrence la langue maternelle de l'apprenant. En d'autres termes, il s'agit d'adapter l'éducation aux réalités socioculturelles et économiques de l'apprenant, et de prendre en compte sa langue première dans le processus d'apprentissage.

Par ailleurs, dès 1986, la (CONFEMEN, 1986) par la plume de son Secrétaire Général de l'époque, Monsieur Souleymane DIOP, mentionnait dans l'avant-propos de l'ouvrage portant sur la promotion et l'intégration

des langues nationales dans les systèmes éducatifs : « *La promotion des langues n'est pas un enjeu théorique. Elle s'inscrit dans le cadre concret du développement des peuples et de leur combat pour la reconnaissance de leur identité. L'enseignement, et d'une manière générale, l'ensemble du système éducatif, peut et doit jouer à cet égard un rôle déterminant.* »

Depuis donc cette déclaration, on a observé une prise de conscience des décideurs des Etats africains pour choisir la ou les langues nationales à utiliser dans l'enseignement. Il se pose alors la question de passage à l'action et de trouver les moyens d'intégrer les langues africaines dans les systèmes éducatifs africains. Ainsi, tout en laissant aux Etats leur souveraineté en ce qui concerne les modalités et les mécanismes d'intégration des langues différentes dans leurs systèmes éducatifs, il convient de mettre l'accent sur la nécessité de privilégier la diversité linguistique et culturelle au sein des systèmes éducatifs qui ont tout à gagner, d'un point de vue linguistique, pédagogique et didactique, à élaborer des stratégies éducatives incluant le bilinguisme ou le multilinguisme fonctionnel.

Avantages de l'enseignement bilingue

En parlant de ce type d'enseignement, (Hima, 2005), alors Secrétaire Générale de la CONFEMEN disait : « *De nombreux exemples tendent à démontrer que la concordance entre la langue d'enseignement et la langue parlée par les élèves est une variable importante de réussite scolaire à condition que la langue maternelle soit correctement instrumentalisée, permettant ainsi une aptitude sûre à assumer la communication et à prendre en charge les réalités de l'enseignement, quels que soient, par ailleurs, le domaine éducatif et la matière enseignée.* »

Dans la même lancée, (Comming, 2001) a montré que « *l'acquisition et la consolidation des compétences académiques dans la langue maternelle facilitent les autres tâches d'acquisition dans la langue seconde (L2) dans les situations de bilinguisme.* »

Par ailleurs, (Mitrfava et Decheva, 1987) affirment : « *la langue maternelle d'un individu étant celle qu'il maîtrise le mieux, dans laquelle il est le plus à l'aise pour exprimer avec précision ses pensées et comprendre ses interlocuteurs, l'enseignement le plus efficace sera précisément celui qui est dispensé dans sa langue.* »

Pour sa part, le document de synthèse du (M E N/soutéba, 2009) a retenu, entre autres, les avantages suivants pour l'enseignement bilingue :

- Au début de sa scolarité, l'enfant ne peut s'épanouir qu'en utilisant sa langue maternelle car il peut poser des questions et répondre naturellement, sa participation est effective;
- On ne peut apprendre que ce qu'on comprend clairement, la meilleure voie pour un apprentissage efficace est donc l'utilisation des langues maternelles comme langues d'enseignement/apprentissage;

- Lorsque l'enfant est scolarisé dans sa langue maternelle, sa famille peut suivre son évolution scolaire et, si possible, l'appuyer ne serait-ce qu'en s'intéressant à son travail.

- L'utilisation des langues maternelles à l'école permet aux parents de participer davantage à la vie scolaire en général ;

- L'enfant rural qui a appris à lire et à écrire en français et qui interrompt sa scolarité en cours ou à la fin de son cycle primaire se trouve dans un contexte qui précipite chez lui un retour à l'analphabétisme. En effet, cet enfant n'aura rien à lire dans son environnement et n'aura pas maîtrisé le français pour écrire son plaisir ou ses besoins propres. Au contraire, l'enfant qui maîtrise l'écriture dans sa propre langue peut continuer à lire ou écrire des textes qui vont permettre de maintenir et de renforcer la culture locale ;

- Une fois qu'on lise et écrit dans sa langue, c'est-à-dire décoder un message écrit, on peut le faire dans toute langue, si le code (alphabet) est le même ;

Enfin, et comme l'écrit (Wambach, 2001) : « *on ne peut plus parler des relations entre L1 et L2 qu'uniquement sous l'angle négatif des interférences : les capacités générales construites en L1 sont à la base de tous les apprentissages des langues et des sciences (...) et l'apprentissage d'une autre langue peut amener un autre regard sur soi, sur sa langue maternelle et sur le monde.* » Il convient de préciser que, lorsque l'enseignement se fait dans la langue nationale, il est plus facile de développer des pédagogies actives.

Contraintes de l'enseignement bilingue au Niger :

Bien que la tendance en faveur du modèle d'enseignement dispensé en langue maternelle dans notre pays devienne irréversible, son développement à l'école primaire reste freiné par des difficultés qu'il faille examiner dans l'optique de proposer des solutions pour une éducation bilingue et interculturelle de qualité. En effet, plusieurs défis et contraintes se posent à l'enseignement bilingue, parmi lesquels nous pouvons citer ceux liés à l'adhésion, à la sensibilisation, à la formation des acteurs, et au choix des langues d'enseignement.

L'utilisation des langues nationales induit des émotions fortes qui se manifestent par des positions extrêmes d'adhésion ou de rejet. L'introduction des langues nationales dans les écoles ne peut réussir sans l'adhésion des communautés et des acteurs.

Toutefois, « *il serait utile de mener une étude approfondie sur le niveau d'adhésion des cadres car il est couramment pensé qu'ils seraient en opposition à l'utilisation des langues nationales* » (LASCOLAF, 2009). De même, l'adhésion des populations est un facteur positif, car comment faire accepter aux populations rurales que leurs enfants auraient réussi mieux s'ils étaient d'abord scolarisés dans leurs langues maternelles sans qu'elles n'y voient une volonté de les écarter de toute promotion sociale ? Comment expliquer aux fonctionnaires que l'enseignement bilingue n'est

ni un recul ni une menace pour ceux que l'école a coupé de leurs racines ?

C'est pourquoi, il faut mettre l'accent sur la sensibilisation des acteurs. Une communication permanente doit s'instaurer entre les concepteurs de l'innovation et la communauté éducative dans son ensemble. A ce jour, aucune stratégie de communication pour la promotion et le développement de l'enseignement bilingue conséquent n'existe. Du reste, une étude de (Mahamat, 2000), commandée par GTZ-2PEB portant sur les stratégies de communication pour le développement de l'enseignement bilingue qui est d'ailleurs le seul document de référence en la matière, a touché 300 personnes (autorités administratives et coutumières, parents d'élèves, encadreurs pédagogiques, cadres techniques, intervenants dans les médias, la société civile, les services publics, les projets et programmes ont été consultés). D'après la même étude, les entretiens avec les acteurs terrains et particulièrement les représentants des syndicats des enseignants montrent un recul dans le domaine de la communication.

L'autre point sur lequel il faut insister pour une bonne réussite de l'introduction des langues nationales dans nos systèmes éducatifs, c'est la formation des acteurs/enseignants.

L'utilisation des langues nationales ne peut réussir sans une formation conséquent des acteurs chargés de la mise en œuvre de cette réforme (agents d'encadrement, formateurs de tous les niveaux et les enseignants) sur l'approche mais également sur la transcription et la rédaction de la langue nationale parlée par l'enseignant. La formation des acteurs et partenaires de l'éducation est une des conditions préalables à l'ouverture des écoles bilingues en raison du caractère innovant mais aussi de la complexité des enjeux linguistiques et sociologiques que représente la velléité de promouvoir les langues nationales dans un contexte d'analphabétisme généralisé et de prédominance d'une langue seconde dont l'étrangéité n'est plus à démontrer . Il est clair que l'efficacité de la réforme dépend de la prise en compte de cette innovation pédagogique dans la formation initiale et/ou continue desdits enseignants et des encadreurs, toute chose qui a manqué ou a été insuffisante lors de toutes les expérimentations jusqu'en 2008. En effet, d'après un petit sondage que nous avons mené auprès des enseignants des écoles relevant du secteur pédagogique de Wadata⁹ à l'inspection d'enseignement primaire Niamey IV, les fondements de l'enseignement bilingue ainsi que la LOSEN¹⁰, le PDDE¹¹, le PSEF¹² d'une part, et les aboutissements de cet enseignement d'autre part sont méconnus de la plupart de ces enseignants à l'exception d'un petit groupe qui a reçu une formation sur la thématique.

Certains, vont jusqu'à considérer que l'enseignement bilingue mérite un double salaire du fait d'un supposé double enseignement auquel il serait astreint. Une telle appréhension procède d'un déficit de formation

⁹ Il s'agit du nom d'un quartier à Niamey

¹⁰ LOSEN : loi d'orientation sur le système éducatif nigérien

¹¹ PDDE : programme décennal pour le développement de l'éducation

¹² PSEF : programme sectoriel pour l'éducation et la formation

et d'information et a pour conséquence le déroulement en classe de deux enseignements parallèles pour chaque apprentissage, l'un en langue nationale et l'autre en français. La communication est alors une exigence pour l'atteinte des résultats escomptés en matière d'enseignement bilingue, autant que pour un bon rendement pour la participation de la communauté à l'action éducative.

Un autre goulot d'étranglement en ce qui concerne le recours aux langues nationales dans nos écoles, c'est le difficile choix de la langue d'enseignement. Rappelons que, malgré un statut juridique égalitaire, seules six des dix langues nationales reconnues sont encore utilisées dans l'enseignement formel même à titre expérimental. Les autres langues nationales ne sont pas encore assez outillées pour être dans les classes donc leur usage dans l'enseignement n'est pas pour tout de suite.

Enfin, quel que soit la volonté des acteurs chargés de mettre en œuvre et de conduire la réforme de l'enseignement bilingue, ceci ne saurait se réaliser sans un appui conséquent de l'Etat et de ses partenaires, soutenu par une volonté politique clairement affichée. D'ailleurs, les examens nationaux ne sont-ils pas exclusivement organisés en français ?

Méthodologie de la recherche :

La collecte de données a été réalisée par le biais de deux questionnaires : un adressé aux enseignants titulaires des classes de Cours d'Initiation (CI) et Cours Préparatoire (CP) des écoles bilingues et un autre destiné aux encadreurs pédagogiques (Directeurs d'écoles, conseillers et inspecteurs pédagogiques), relevant tous de l'inspection primaire Niamey 4.

Échantillonnage

Etant entendu que la réforme bilingue est récente, nous avons circonscrit notre enquête à un échantillon composé comme suit : 30 enseignantes tenant les classes bilingues, 8 Directeurs d'écoles bilingues, 9 conseillers pédagogiques et 3 inspecteurs, ce qui fait au total 50 personnes enquêtées.

Résultats de l'enquête :

Notre étude porte sur la question des représentations des acteurs intervenant dans la mise en œuvre de la nouvelle réforme initiée par le gouvernement nigérien, visant à généraliser l'utilisation des langues nationales dans son système éducatif.

Aussi, les investigations menées dans le cadre de la présente étude ont-ils porté principalement sur la question de la formation des enseignants en enseignement bilingue, la disponibilité des manuels pour ce type d'enseignement et leur exploitation. De même, la motivation des enseignants ainsi que les points de vue des acteurs sur la réussite ou non

de l'implémentation de l'enseignement bilingue sont analysés. Enfin, des propositions de la part de tous les enquêtés sont recueillies pour la bonne marche du processus.

Tableau no1 : caractéristiques de l'échantillon des enseignantes

Sexe Ancienneté	Femmes	Pourcentage	Formés à l'ENI
0-5ans	5	16,67%	5
6-10ans	12	40%	12
11-15ans	10	33,33%	10
Plus de15ans	3	10%	3
Total	30	100%	30

Source : enquête terrain

L'observation de ce tableau montre que notre échantillon est essentiellement constitué de femmes et que la grande majorité a entre 6 et 15ans d'ancienneté. Il faut signaler qu'aucune école privée n'est retenue dans le cadre de la réforme.

Tableau no2 : Le type de bilinguisme pratiqué dans les écoles

Réponses Type de bilinguisme	Nombre d'écoles	Pourcentage
Haoussa/ Français	1	12,5%
Zarma/Français	7	87,5%
Total	8	100%

Source : enquête terrain

La lecture de ce tableau fait ressortir que dans sept des huit écoles bilingues, les cours sont dispensés en Zarma/Français. Seulement une école pratique le bilinguisme Hausa/Français. Il ressort aussi que 7 sur 8 écoles utilisent la langue nationale Zarma. Rappelons que le choix de la langue nationale à utiliser est l'apanage de la communauté, ceci suite à

une enquête menée par les autorités en prenant appui sur les résultats du dernier recensement général de la population de 2011, qui répartit la population résidente de nationalité nigérienne par ethnie et par région. Autrement dit, il n'y a que l'école primaire Aéroport 1 qui pratique le bilinguisme Français/ Hausa.

Tableau no3 : avantages de l'enseignement bilingue selon les enseignants

Réponses et % Avantages	Nbre d'enseignants par réponse	Pourcentage
Bonne compréhension des apprentissages	30	100%
Facilite l'acquisition	24	80%
Permet la réussite scolaire	26	86,66%
Développe les compétences en langues	15	50%
Motive l'élève (participation au cours)	30	100%
Facilite l'intégration socio-économique	8	26,66%

Source : résultat dépouillement questionnaire enseignants

L'analyse des réponses à la question posée sur les avantages du bilinguisme nous permet de constater l'unanimité des réponses des enseignantes : toutes s'accordent sur l'idée que ce type d'enseignement a des avantages. Parmi ces avantages, les plus cités sont la bonne compréhension et la motivation des élèves avec 100% des réponses, suivies de la réussite scolaire avec 26 sur 30 enseignantes. Le moins cité est la facilitation de l'intégration socio-économique des apprenants avec seulement 8 réponses favorables. Notons que ce dernier aspect est pris en compte dans la finalité éducative.

Tableau no4 : Formation des enseignants sur le bilinguisme

Nombre et % Statuts	Nombre	Pourcentage
Formés	8	26,67%
Non formés	22	73,33%
Totaux	30	100%

Source : enquête terrain

Ce tableau montre que seules 8 sur les 30 enseignantes questionnées, soit 26,67% ont reçu une formation spécifique sur ce type d'enseignement. Toute proportion gardée, nous pensons que le manque de formation chez ces enseignantes peut constituer un handicap majeur pour la mise en œuvre de l'enseignement bilingue dans les écoles.

En ce qui concerne le nombre des jours de formation et le contenu de celle-ci, il ressort que 7 des 8 enseignantes formées affirment avoir reçu 3 sessions de formations respectivement de 10 jours et 21 jours et ont travaillé sur les aspects généraux suivants : transcription, didactique des disciplines en langues nationales et l'Approche Par les Situations (APS). Cependant, une des 8 enseignantes dit avoir bénéficié de quatre sessions de formation de 21 jours deux fois et de 15 jours deux fois aussi. Même si ces résultats laissent penser que la majorité des enseignantes sont formées, il faut préciser que cet état de fait concerne surtout celles qui tiennent les classes de Cours Préparatoire (CP).

Toutefois, l'analyse des réponses des enseignantes tenant les classes bilingues sur leur encadrement pédagogique, leur degré de motivation et plus précisément sur ce qu'elles pensent des chances de réussite de la réforme initiée sur l'enseignement bilingue, permet d'avoir une idée sur l'avenir de la réforme : sur 30 enseignantes questionnées, aucune n'affirme être motivée par ce type d'enseignement. Elles expliquent cette absence de motivation par leur manque de formation et surtout par le déficit de manuels pédagogiques.

Aussi, 25 enseignantes, soit 83,33%, pensent que ce type d'enseignement puisqu'il fait appel à deux langues, leur demande un double travail, c'est-à-dire un même programme à exécuter doublement en français et en langue nationale. Par conséquent, elles s'attendent que l'Etat leur octroie une prime de motivation.

Par ailleurs, les mêmes enseignantes interrogées ne sont pas très optimistes quant à l'avenir de l'enseignement bilingue dans les écoles primaires du Niger. Pour cause, seulement 2 maîtresses, soit 6,66% pensent que l'enseignement bilingue peut réussir. A l'opposé, 83,33% des enseignantes sont pessimistes sur le succès de la réforme. Les principales raisons évoquées sont : le manque ou l'insuffisance des manuels et le manque de formation et d'encadrement pédagogiques.

Au regard de cette situation, n'est-il pas plus raisonnable que le choix

des enseignants candidats à l'enseignement bilingue, du moins dans le cadre de la réforme, tienne compte de la motivation des personnes sélectionnées ?

A la question de savoir ce qu'il faut entreprendre pour obtenir le succès escompté relativement à cette réforme portant sur l'enseignement bilingue, les enquêtées font quelques propositions : 27 sur 30 d'entre elles pensent que la réussite de ce type d'enseignement dépendra d'une formation de qualité des enseignants.

25 enseignantes, soit environ 83% de notre échantillon, donnent comme condition de succès du bilinguisme scolaire au niveau des écoles, la mise à la disposition des enseignants et des élèves des manuels adaptés. De même, 25 maîtresses pensent qu'une prime de motivation pourrait les rendre plus réceptives à ce nouveau type d'enseignement, en particulier compte tenu de la complexité de la tâche, à elles, confiée.

Pour ce qui est des encadreurs pédagogiques (conseillers, inspecteurs et directeurs d'établissements), nous pouvons synthétiser leurs réponses comme suit : la moitié des encadreurs ont été formés à l'enseignement bilingue, soit 12 encadreurs sur les 20 que compte notre échantillon. Cependant, cette proportion cache des disparités selon les cas avec seulement 3 sur 5 conseillers pédagogiques formés et 1 sur 2 directeurs d'écoles.

Sur un autre plan, 12 encadreurs sur les 20 pensent avoir reçu la formation requise, pour à leur tour former et accompagner les enseignants sur l'enseignement bilingue. Pour ce qui est de la motivation des enseignants, seuls 2 encadreurs interrogés sur 20, soit 10% pensent que les maîtres sont réellement motivés à conduire des classes bilingues. Il ressort des réponses des encadreurs que la majorité des enseignants n'a aucune motivation pour ce type d'enseignement. Or, comme chacun le sait, la motivation est l'une des conditions majeures pour la réussite de toute œuvre humaine.

Pour pérenniser l'enseignement bilingue au Niger, les encadreurs font les suggestions suivantes que nous résumons ici : à l'unanimité, ils pensent que la formation des différents acteurs est plus que nécessaire, 18 encadreurs sur les 20 consultés, déclarent que la mise à la disposition des écoles bilingues en général et des enseignants intervenant dans lesdites écoles en particulier des manuels, est primordiale pour donner une chance de survie à l'enseignement en langues nationales.

En outre, cinq encadreurs interviewés parmi les 20 de l'échantillon, recommandent aux décideurs l'octroi d'une récompense aux élèves les plus méritants, issus de ce genre d'établissements, afin non seulement de les encourager mais aussi de motiver leurs parents, et au-delà, ceux qui hésitent.

Conclusion

La cinquantaine d'années d'expérimentation de l'enseignement bilingue au Niger est jalonnée d'évaluations visant à vérifier la pertinence de l'approche. La stratégie sur la généralisation (STRAGEN 2008) précise en

substance que toutes ces évaluations mettent en évidence la supériorité de l'enseignement bilingue sur celui traditionnel : l'acquisition est consolidée, les compétences académiques sont améliorées, l'efficacité interne et externes des structures éducatives est rehaussée par un taux élevé de réussite, une réduction des redoublements et des exclusions.

Néanmoins, en dépit de ses avantages indiscutables, la réforme sur l'enseignement bilingue se trouve confrontée à un défi de taille : le manque d'adhésion des principaux acteurs chargés de conduire ladite réforme.

La présente étude a essayé d'interroger ces acteurs et de recueillir leurs avis relativement à ce projet phare du gouvernement, notamment en tentant de cerner à la fois leurs représentations mais aussi leurs propositions pour rendre efficient et pérenne l'enseignement bilingue.

Il ressort de leurs différentes réponses que la mise en œuvre de cette réforme requiert la sensibilisation des acteurs et la formation du personnel. En plus, le processus a besoin d'être outillé en rendant disponibles les manuels et les supports pédagogiques en qualité et en quantité partout où il est de besoin.

Une frange des acteurs (les enseignants et même parmi les encadreurs) estime que le manque de motivation constaté pourrait être pallié par l'octroi d'une prime ou d'une gratification dont la forme et les critères peuvent être étudiés par les décideurs, à l'endroit des enseignants et des élèves relevant de ce type d'écoles.

Même s'il faut se féliciter du fait que le Niger a enregistré de grandes avancées sur le plan de l'adoption de textes et autres stratégies en rapport avec l'enseignement bilingue, il n'en demeure pas moins que celui-ci a encore beaucoup du mal à se développer. Nous pensons que l'Etat doit maintenant s'évertuer à obtenir l'adhésion des différents acteurs engagés dans le processus de cette réforme, son avenir en dépendra absolument.

En définitive, une réelle prise de conscience des décideurs et de tous les partenaires de l'école nigérienne à impliquer les acteurs concernés par cette formidable initiative, qui consiste à recourir aux langues nationales dans le système éducatif, reste la garantie pour bien conduire la généralisation de l'enseignement bilingue.

Certes, cette étude nous a permis de toucher du doigt quelques causes du "grippage de la machine" de la nouvelle politique linguistique que le Niger envisage de mettre en œuvre pour son système éducatif, mais elle nous a surtout donné la possibilité de poser le débat sur les nécessaires conditions à réunir pour rendre effective la stratégie de généralisation de l'éducation bilingue à l'école primaire au Niger.

Toutefois, nous n'avons pas la prétention d'avoir cerné tous les aspects du problème. D'autres recherches pourraient bien être envisagées, pour approfondir cette étude et aboutir probablement à des résultats plus exhaustifs.

Bibliographie

- Alidou, H et al.** (2009). *STRAGEN, Document de stratégie nationale de généralisation de l'enseignement bilingue au Niger*. Niamey : MEN.
- Alidou, H et Mallam Garba, M.** (2009). *Les langues de scolarisation dans l'enseignement fondamentale en Afrique sub-saharienne francophone : cas du Niger rapport d'étude pays*, Université Abdou Moumouni de Niamey : Niamey.
- Bergman, H et al.** (1992). *Evaluation de l'école expérimentale esquisse d'un bilan de 25ans d'expérimentation de l'enseignement bilingue*. Niamey.
- COC** (2012). *Cadre d'Orientation Curriculaire*. Niamey :MEN
- CONFEMEN**, (1986). *Promotion et intégration des langues nationales dans les systèmes éducatifs : bilan et inventaire*, Paris : édition champion.
- CONFEMEN**, (2001). *Conférence des Ministres de l'Education Nationale thème stratégie sur une refondation réussie des systèmes éducatifs*, Paris : édition champion.
- CONFEMEN, Symposium**, (du 24 AU 26 Avril 2005 à Kaduna), *Intérêt des langues nationales dans l'enseignement*, Paris : édition champion.
- Commins, J** (2001). *Bilingualism and special education issues in assessment and pedagogy*, Clevendor, Avon, and Multilingual Matters.
- Constitution de la République du Niger** du 3 Août 1999.
- Hamers, J et Blanc** (1983). *Bilinguisme et bilinguisme* (2^e édition) Bruxelles : Pierre Mardaga.
- Ilboudo, P,** (2009). *L'éducation bilingue au Burkina, une formule alternative pour une éducation de base de qualité*, ADEA collection expériences africaines : étude de cas nationales
- Legendre, R.** (2005). *Dictionnaire actuel de l'éducation* (3^{ème} édition), Montréal : Guérin.
- Loi n° 98-12** du 1er juin 1998 portant orientation du système éducatif nigérien.
- Macky et al** (1976). *Bilinguisme et contact des langues*. Louvain : Imprimerie orientaliste.
- Mahamat, S.** (2000). *Stratégie de communication pour le développement de l'enseignement bilingue*, commandé par GTZ/PEB.
- Mallam Garba, M,** (2003), (2002). *Les Langues nationales à l'école nigérienne évaluation de l'école expérimentale*, Niamey : édition albas.
- Mijinguini, A,** (2005). *Fasaltahar sunataaitacciyargabatarwa*. les éditions GG.
- Ministère de l'éducation nationale,** (1988). *Programme officiel de l'enseignement du premier degré Niger*, Institut national de documentation, de la recherche et de l'animation pédagogique (INDRAP) Niamey : Médis
- Mugrabi, E.** (2010). XXI^e sommet de la francophonie, Montreux 21 Octobre 2010 ; *table ronde : Le français et les langues africaines dans l'éducation*.
- Norbert, N.** (décembre 2011). Un modèle multilingue commençant par la langue première pour répondre aux exigences de qualité de l'éducation

formelle de base dans trois pays francophones de l'Afrique de l'ouest, *International review of education*, 5-6, p. 599-616.

PDDE (2003-2012). Programme décennal de développement de l'éducation, Niamey : MEN.

PSEF (2012). Programme sectoriel pour l'éducation et la formation, Niamey : MEN.

PETER, L. (2002). *Stratégie d'enseignement bilingue et transmission de savoir en langue étrangère*, Francfort : HAL.